



# Aux États-Unis aussi, l'avenir est à la lutte de classe

*Donald Trump pavoise. Il est élu président des États-Unis avec cette fois non seulement la majorité des grands électeurs, mais la majorité des voix dans le pays. Ses partisans ont décroché en même temps la majorité au Sénat et conserveront probablement la majorité à la Chambre des députés.*

## **Victoire de Trump... ou déroute des Démocrates ?**

La « victoire politique jamais vue » aux États-Unis dont Trump se flatte a été obtenue... en faisant seulement 200 000 voix de plus que lors de sa défaite de 2020. Si Trump a été élu, c'est d'abord que son adversaire démocrate a perdu 10 millions des voix obtenues par le président sortant Joe Biden il y a quatre ans. Kamala Harris ne les a pas perdues toute seule. C'est tout le Parti démocrate au pouvoir qui a été sanctionné.

Harris vantait la bonne santé de l'économie américaine, sa croissance insolente. Ses partisans (dis)qualifiaient de « fake news » trumpistes les critiques sur la pauvreté croissante d'un grand nombre d'Américains de milieu modeste. Mais l'inflation est une réalité : +25 % sur les prix alimentaires, +54 % sur le logement, +61 % sur l'énergie depuis 2019 ! La seule catégorie où les Démocrates ont fait plus de voix qu'il y a quatre ans, c'est celle des ménages gagnant plus de 200 000 dollars par an, qu'on peut comparer à un salaire net mensuel de 10 000 euros en France. C'est dire si les Démocrates ont servi les riches et les capitalistes ces quatre dernières années.

## **Trump est l'ennemi de tous les travailleurs**

Trump servira les nantis et les gavés aussi bien. Il promet de régler rien de moins que tous les problèmes des Américains. Mais il confie au milliardaire raciste et fascisant Elon Musk le soin de passer les services publics à la tronçonneuse. Il parle de liberté, mais menace de prison – voire pire – tous ceux et celles qui ne partagent pas sa vision raciste

et misogyne du monde, ou sa négation du changement climatique.

Il promet un « âge d'or »... qui sera d'abord fait de l'enfer des immigrés. S'il menace de les rafler et de les expulser par millions, y compris certains qui n'ont plus aucune attache dans leur pays d'origine, c'est pour les terroriser, les pousser à raser les murs et se laisser exploiter en silence. C'est donc pour affaiblir tous les travailleurs face à leurs employeurs. C'est pour diviser cette classe ouvrière américaine qui relève la tête et pourrait très bien retourner sa colère... contre la nouvelle équipe au pouvoir.

## **Vive les luttes de nos frères et sœurs de classe !**

En France, certains d'entre nous, travailleurs, reprochent à tous les Américains pris en bloc les crimes de leurs dirigeants partout sur la planète. Ils confondent antiaméricanisme et anticapitalisme. Depuis un an, une série de grèves majeures ont montré que les travailleurs des États-Unis, natifs et immigrés, Blancs et Noirs, hommes et femmes, au coude-à-coude ont réussi à imposer des hausses de salaire substantielles : 40 % dans l'automobile, 38 % chez Boeing, et 62 % chez les dockers. Certes, aussi impressionnants soient ces chiffres, ils ne sont qu'un rattrapage des pertes liées à des années de salaires bloqués.

**Mais justement, après des années à suivre des dirigeants syndicaux prêchant l'entente avec les patrons, les travailleurs reprennent le chemin de la lutte. Or, l'élection américaine montre qu'il n'y a pas d'ami du monde du travail parmi les prétendants au pouvoir. Aux États-Unis comme en France, il manque aux travailleurs un parti capable de rivaliser avec les 50 nuances de partis bourgeois. Pas pour leur disputer des places dans les institutions au service des patrons et des riches, mais pour organiser la prise du vrai pouvoir : celui de diriger la société.**

*Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 11 novembre 2024*



# Brèves



## **Ocellia : Infantiliser à l'école, exploiter sur les terrains de stage**

La semaine dernière le contrôle des présences numérique s'est doublé d'un contrôle papier, pénalisant ceux et celles qui subissaient l'absence de transport en commun du fait d'un droit de retrait à la TAG. Ce zèle à sanctionner les heures manquées s'était déjà fait sentir dans l'annexe au règlement intérieur présentée à la rentrée. À l'inverse lorsque les annulations de cours ou les modifications d'emploi du temps obligent les élèves à rester plus longtemps que prévu aucune compensation n'est prévue, notamment pour les alternant.e.s dont le temps de présence sur établissement est sensé être encadré.

On peut se questionner sur l'intérêt pédagogique d'un tel contrôle. On devine la tentative de reproduire à l'école le rapport d'exploitation vécu dans le monde du travail, où les étudiant.e.s font souvent fonction de remplaçant quasi-gratuits. Il reste alors à gagner le droit de faire grève et la garantie de disposer d'un revenu au moins égal au salaire minimum.

## **Belgique : des milliers de grévistes dans le social et médico-social**

En Belgique, les salarié.e.s du secteur non-marchand (social, santé, éducation...) étaient en grève ce jeudi 7 novembre. À Bruxelles, 25 000 d'entre eux et elles ont manifesté pour revendiquer une amélioration des conditions de travail et des hausses de salaire. Il s'agissait aussi de s'opposer aux mesures d'austérités discutées par les représentants des principaux partis, qui tentent de former un gouvernement depuis les élections de juin 2024. Salarié.e.s et étudiant.e.s du social et du médico-social : nos luttes ne sont ni grenobloises, ni nationales mais internationales.

## **INTS : attaque contre les métiers du social en préparation**

Le ministre des Solidarités Paul Christophe a annoncé le 5 novembre dernier la création, en 2025, d'un Institut National du Travail Social. Parmi les objectifs assignés à l'INTS figure la création d'un « nouveau cycle de formation des hautes études du travail social et de la cohésion sociale ». D'après la lettre de mission visant à la création de cet institut, le public visé serait constitué de « cadres supérieurs des collectivités, de l'État ou des associations, élus, journalistes ». Ce projet accompagne les annonces faites par Manuel Pélissier sur la fusion des diplômes du travail social, qui vise à déqualifier les métiers d'exécution et à rendre interchangeable les professionnel.le.s du social. Cela se fait au détriment des complémentarités de nos métiers que permet le travail pluridisciplinaire. Pour résoudre la crise de recrutement que traverse le secteur du social et du médico-social, il

faudrait au contraire revaloriser les salaires et embaucher massivement.

## **APAJH : dans le médico-social comme ailleurs, rien à attendre des employeurs**

Appartement à 3000€/mois ; dizaine de vols par mois ; matériel informatique dernier cri ; soirée à plusieurs centaines de milliers d'euros : un article de Médiapart donne à voir le train de vie opulent de Jean-Louis Garcia, président « bénévole » de l'Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH). L'association est pourtant en déficit (4,5 millions d'euros en 2023) et s'est attaqué aux rémunérations de ses 14 000 salarié.e.s en supprimant la prime Macron versée annuellement. Dans plusieurs structures la direction réfléchit aussi à faire des économies sur le dos des publics accueillis. Ainsi à l'Institut Médico-Educatif la Clef de Sol d'Eybens, l'une des 9 structures gérées par l'APAJH dans l'agglomération de Grenoble, les salarié.e.s s'étaient mis en grève le 1<sup>er</sup> octobre dernier afin de dénoncer les pressions exercées par leur direction pour rendre compte, estimer voire chiffrer l'ensemble des actes réalisés.

La situation de l'APAJH fait écho à celle de l'Association des Paralysés de France (APF) où un plan de licenciement vise actuellement 431 salarié.e.s. A Eybens, tout près de l'IME la Clef de Sol, une dizaine de comptables et gestionnaires de paie de l'APF visées par ces licenciements étaient ainsi en grève le 8 octobre. C'est en regroupant et généralisant ces grèves que les salarié.e.s du social et du médico-social pourront défendre l'emploi et les salaires. L'article de Médiapart vient rappeler qu'en la matière, il ne faudra rien attendre des employeurs.

## **Vencorex : la grève continue contre les licenciements.**

Les 450 salarié.e.s de Vencorex, entreprise installée sur la plateforme chimique de Pont-de-Claix, continuent de se mobiliser contre la fermeture de leur site. Le 21 octobre dernier, le tribunal de commerce de Lyon a annoncé que seul un repreneur s'était signalé, et que son projet ne concernait que 25 salarié.e.s. Depuis le site est occupé jour et nuit par les grévistes qui revendiquent le maintien de leur emploi. Ils et elles multiplient les actions, manifestations et rassemblements pour faire connaître leur mobilisation et tenter d'élargir la mobilisation. Ce jeudi 14 novembre, ils et elles participeront à une réunion publique organisée à 17h30 par l'UNEF Grenoble dans le bâtiment Stendhal du campus. Une occasion de tisser des liens entre salarié.e.s et futurs salarié.e.s, et de regrouper les forces pour empêcher les licenciements qui se multiplient dans la chimie, l'automobile, la grande distribution mais aussi le social ou l'éducation.



**ABONNE-TOI  
À LA NEWSLETTER**